ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, le 4 mars 1981, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat et certains autres arrêtés relatifs au statut administratif des agents de l'Etat", amendé par le Ministre le 12 mai 1981, a donné le 16 juin 1981 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 4 mei 1981, door de Minister van Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel en van sommige andere besluiten betreffende het administratief statuut van het rijkspersoneel", door de Minister op 12 mei 1981, geamendeerd, heeft de 16 juni 1981, het volgend advies gegeven :

INTITULE.

Pour permettre une identification plus précise des arrêtés modifiés, il se recommande de rédiger l'intitulé comme suit :

"Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat, l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat et l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat".

PREAMBULE.

La fin de l'alinéa 3 devrait être rédigée comme suit :

"... notamment l'article 35, alinéa 3, modifié par l'arrêté royal du 30 janvier 1978;".

DISPOSITIF.

Article 1er.

La rédaction suivante est proposée pour la phrase liminaire :

.../...

"L'article 4, alinéa 1er, 2° de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés nisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 1er août 1975, est remplacé par la disposition suivante :
.....".

Article 2.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"L'article 9, alinéa 1er, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante : ".

Au 1°, b), il conviendrait d'écrire : "deux membres du personnel enseignant de l'enseignement supérieur...".

Article 3.

Le texte suivant est proposé pour la phrase liminaire :

"L'article 14bis du même arrêté, y inséré par l'arrêté royal du 1er août 1975, est remplacé par la disposition suivante :".

Dans l'article 14bis en projet, l'expression "programme équivalent" manque de précision. Il serait préférable d'écrire : "... des programmes qui, pour partie, comportent des matières identiques ... (la suite commme au projet, en écrivant, dans le texte français, : "les épreuves ou matières" comme dans le texte néerlandais).

L'alinéa 3 de l'article 14bis en projet serait plus clairement rédigé comme suit :

"Lorsque le programme est identique pour plusieurs grades, le concours donne lieu à un classement unique. Lorsque le programme relatif à un grade déterminé comprend, outre les matières communes, des matières propres, le concours donne lieu à un classement séparé pour ce grade".

Article 4.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"Un article 14ter rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté : ".

La fin de l'alinéa 2 de l'article 14ter en projet doit se lire comme suit : "... il pourra être fait application de l'alinéa 1er".

Article 5.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"L'article 18, § 2, alinéa 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 1er août 1975, est remplacé par la disposition suivante :
.....".

Article 6.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Un article 23bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :".

Le texte suivant est proposé pour les alinéas 2 et 3 de l'article 23bis en projet :

"Les concours d'accession au niveau supérieur et les examens d'avancement de grade peuvent être organisés pour plusieurs ministères ou services simultanément, en tout ou en partie, lorsque le programme des épreuves permet leur organisation simultanée.

Les concours d'accession au niveau supérieur, d'une part, et les examens d'avancement de grade, d'autre part, ont lieu alternativement, une année étant réservée aux concours d'accession et l'année suivante aux examens d'avancement de grade, à commencer par les concours d'accession en 1982.

En cas d'urgence, le secrétaire permanent peut déroger à l'alinéa 3, à la demande du Ministre".

Article 7.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"L'article 24 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 1er août 1975, est remplacé par la disposition suivante :".

.../...

Au paragraphe 2 de l'article 24 en projet, les mots "deux ou trois épreuves" doivent être omis et dans le texte français, l'expression "par après" doit être remplacée par "par la suite".

Article 8.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"L'article 28 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 10 juillet 1972, du 1er août 1975 et du 30 janvier 1978, est remplacé par la disposition suivante :".

Le début de l'alinéa 2 de l'article 28 en projet devrait se lire : "Sous réserve de l'article 35...".

Article 9.

Le texte suivant est proposé pour la phrase liminaire :

"L'article 9, § 2 de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux du 10 juillet 1972 et du 3 septembre 1979 est remplacé par la disposition suivante :".

De l'accord du délégué du Ministre, le texte suivant est proposé pour le paragraphe 2 en projet :

"§2. Il est instauré un concours de recrutement ou un concours d'accession au niveau supérieur pour conférer le grade de secrétaire de direction.

Le grade de secrétaire principal de direction est réservé aux secrétaires de direction qui ont réussi l'examen d'avancement de grade prévu par l'article 28 de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat.

Il est conféré pour le surplus selon les principes de la carrière plane".

Article 10.

Le texte suivant est proposé pour cette disposition :

"Article 10.

L'article 18, § 2, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 17 septembre 1969, tel qu'il est modifié par le présent arrêté, n'est pas applicable aux candidats à des grades des niveaux 2,3 et 4 qui ont réussi un concours de recrutement organisé ou en cours d'organisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Les candidats visés à l'alinéa 1er conservent le bénéfice de leur réussite pendant trois ans à partir de la date du procès verbal du concours qu'ils ont réussi".

.../...

Article 12.

Il serait préférable d'écrire :

"... à la formation générale, d'un concours d'accession au niveau 1 organisé ou en cours d'organisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, constituent l'épreuve générale visée à cet article".

Article 13.

Le texte suivant est proposé :

"Article 13.

Sont abrogés :

1° l'article 35, alinéa 3, de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 30 janvier 1978;

2° les articles 9, alinéa 2, 19, 20, 21, et 22 de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat, modifiés par l'arrêté royal du 1er août 1975".

OPSCHRIFT.

Opdat de gewijzigde besluiten beter geïdentificeerd kunnen worden, verdient het aanbeveling het opschrift als volgt te redigeren :

"Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel, het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de rijksbesturen en het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel".

AANHEF.

Het derde lid zou in fine als volgt moeten worden geredigeerd :

"... inzonderheid op artikel 35, derde lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 januari 1978;".

ARTIKELEN.

Artikel 1.

Voor de inleidende volzin wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 4, eerste lid, 2°, van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 augustus 1975, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...".

Artikel 2.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 9, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen : ".

In de tekst onder 1°, b), dient te worden gelezen : "twee leden van het onderwijzend personeel van het hoger onderwijs ...".

Artikel 3.

Voor de inleidende volzin wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 14bis van hetzelfde besluit, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 augustus 1975, wordt door de volgende bepaling vervangen : ".

In het ontworpen artikel 14bis is de term "gelijkwaardig programma" niet nauwkeurig genoeg. Het verdient aanbeveling le lezen : "... van verschillende rangen aangeworven wordt volgens programma's waarin, gedeeltelijk, dezelfde vakken voorkomen, kan de ..." (voorts zoals in het ontwerp, maar in de Franse tekst schrijve men "épreuves ou matières", overeenkomstig de Nederlandse tekst).

Het derde lid van het ontworpen artikel 14bis kan duidelijker als volgt worden geredigeerd :

"Wanneer het programma hetzelfde is voor verschillende graden, wordt voor het vergelijkend examen slechts één rangschikking opgemaakt. Wanneer het programma betreffende een bepaalde

.../...

graad, buiten de gemeenschappelijke vakken, eigen vakken omvat, wordt voor die graad een afzonderlijke rangschikking opgemaakt".

Artikel 4.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"In hetzelfde besluit wordt een artikel 14ter ingevoegd, luidend als volgt : ".

Het slot van het tweede lid van het ontworpen artikel 14ter moet als volgt worden gelezen : "... het bepaalde in het eerste lid kan worden toegepast".

Artikel 5.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 18, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 augustus 1975, wordt door de volgende bepaling vervangen : ".

Artikel 6.

De inleidende volzin kan beter als volgt worden geredigeerd :

"In hetzelfde besluit wordt een artikel 23bis ingevoegd, luidend als volgt : ".

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het tweede en het derde lid van het ontworpen artikel 23bis :

"De vergelijkende examens voor overgang naar het hoger niveau en de examens voor overgang naar het hoger niveau kunnen voor verscheidene ministeries of diensten, geheel of gedeeltelijk, gelijktijdig worden georganiseerd als het examenprogramma gelijktijdige organisatie mogelijk maakt.

De vergelijkende examens voor overgang naar het hoger niveau eensdeels en de examens voor verhoging in graad anderdeels, worden beurtelings georganiseerd, het ene jaar vergelijkende examens voor overgang, het jaar daarop examens voor verhoging in graad, te beginnen met de vergelijkende examens voor overgang in 1982.

In spoedgevallen kan de vaste wervingssecretaris, op verzoek van de minister, afwijken van het derde lid".

Artikel 7.

De inleidende volzin kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 24 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 augustus 1975, wordt door de volgende bepaling vervangen : ".

In paragraaf 2 van het ontworpen artikel 24 moeten de woorden "twee of drie gedeelten" vervallen en moet het woord "bestaat" na "bijzondere gedeelten" komen, en in de Franse tekst moeten bovendien de woorden "par après" worden vervangen door "par la suite".

.../...

Artikel 8.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden gerédigeerd :

"Artikel 28 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juli 1972, 1 augustus 1975 en 30 januari 1978, wordt door de volgende bepaling vervangen :".

Het tweede lid van het ontworpen artikel 28 zou als volgt moeten beginnen : "Onder voorbehoud van artikel 35 ...".

Artikel 9.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor de inleidende volzin :

"Artikel 9, § 2, van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de rijksbesturen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juli 1972 en 3 september 1979, wordt door de volgende bepaling vervangen :".

In overleg met de gemachtigde van de Minister wordt de volgende tekst voorgesteld voor de ontworpen paragraaf 2 :

"§ 2. Er wordt een vergelijkend wervingsexamen of een vergelijkend examen voor overgang naar het hoger niveau ingesteld voor het verlenen van de graad van directiesecretaris.

Tot de graad van eerstaanwezend directiesecretaris kunnen alleen worden benoemd de directiesecretarissen die geslaagd zijn voor het examen voor verhoging in graad bedoeld in

artikel 28 van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel.

Voor het overige wordt die graad verleend volgens de beginselen van de vlakke loopbaan".

Artikel 10.

Voor deze bepaling wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 10.-

Artikel 18, § 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 17 september 1969, zoals het door dit besluit wordt gewijzigd, is niet van toepassing op de gegadigden voor graden van de niveaus 2, 3 en 4, die geslaagd zijn voor een vergelijkend wervingsexamen dat georganiseerd of nog in uitvoering is de dag waarop dit besluit in werking treedt.

De in het eerste lid bedoelde gegadigden behouden het voordeel van hun goede uitslag gedurende drie jaar te rekenen van de datum van het proces-verbaal van het vergelijkend examen waarvoor zij geslaagd zijn".

Artikel 12.

In dit artikel zou beter worden gelezen :

"... vormen het eerste en tweede gedeelte over de algemene vorming van een vergelijkend examen voor overgang naar niveau 1 dat georganiseerd of nog in uitvoering is de dag waarop dit besluit in werking treedt, het algemeen gedeelte bedoeld in dat artikel".

.../...

Artikel 13.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 13.-

opgeheven worden :

1° artikel 35, derde lid, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 januari 1978;

2° de artikelen 9, tweede lid, 19, 20, 21 en 22 van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 augustus 1975".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs : P. TAPIE,		président de chambre,
de Heren :		kamervoorzitter,
H. ROUSSEAU,		conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT,		staatsraden,
R. PIRSON,		assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS,		assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame : J. TRUYENS,		greffier,
Mevrouw :		griffier,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.
Le rapport a été présenté par M. J. J. STRYCKMANS, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.
Het verslag werd uitgebracht door de H. J. J. STRYCKMANS, auditeu

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.